

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 12, DIM. 13 et LUN. 14 JANVIER 1980 — No 7 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

CORSE

Deuil et grève générale contre la répression

**Corse :
l'entière
responsabilité
du pouvoir**

Des villes bouclées par les troupes policières en tenue de combat, armes chargées ; des centaines de CRS débarquant à l'aéroport d'Ajaccio, venant d'Orly et de Bordeaux ; des autotitrailleuses de la gendarmerie prêtes à intervenir ; des hélicoptères tournoyant sans cesse dans le ciel, des contrôles de police et des barrages routiers sur l'ensemble du territoire. Une fois de plus, la Corse vit à l'heure de l'occupation policière, une occupation qui est une provocation pour l'ensemble de la population de l'île.

Provocation aussi que les mensonges du ministre de la police, Bonnet, quand il tente de faire accroire l'idée que la mort de Michèle Linck et de Pierre Marangoni ne serait due qu'à des bavures : c'est bien d'assassinats qu'il s'agit, et les flics en civil ou en uniforme ont tiré pour tuer, sciemment, en visant à la tête. Provocation que de parler de « criminels de droit commun et preneurs d'otages » à propos des autonomistes regroupés à l'hôtel Fesch : sortis de l'hôtel dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que les tireurs d'élite de la gendarmerie s'apprétaient sans hésitation à donner l'assaut, les pseudo « otages » ont d'ailleurs fait justice de ces mensonges.

Provocation que les dizaines d'arrestations opérées depuis lundi 8 janvier parmi les militants corses, aussitôt transférés à Paris pour venir grossir le lot des Corses condamnés par ce tribunal d'exception qu'est la Cour de sûreté de l'Etat.

Provocation encore les dires de Bonnet comme quoi les polices parallèles n'existent pas en Corse, alors même que les preuves s'accumulent pour démontrer l'existence de réseaux de barbouzes, prêts à tout, et travaillant de concert avec la préfecture ou les services de police.

Qu'on ne s'y trompe pas. L'origine des faits, leur ampleur, et leur caractère dramatique, tiennent tout entier dans l'attitude du gouvernement de la bourgeoisie face à la population corse. C'était déjà le cas à Aléria, à Bastia et à bien d'autres moments encore, moins connus parce que n'ayant pas suscité mort d'homme.

Les travailleurs et les masses populaires corses ne s'y sont pas trompés, puisqu'à l'appel de nombreuses organisations, ils sont entrés dans la grève générale depuis jeudi soir. Les premières indications qui nous sont fournies montrent que celle-ci revêt un caractère massif et déterminé.

Au-delà du refus de l'oppressive occupation policière, c'est bien d'une mise en cause de l'attitude gouvernementale face à la Corse dont il s'agit. Certes, les voyages officiels n'ont pas manqué, de Giscard en juin 1978 à Barre en décembre de la même année. Les « mesures » n'ont pas manqué non plus : un saupoudrage qui visait à renforcer le caractère « d'assisté » de la Corse, allant en cela à l'exact opposé des aspirations de la population corse à affirmer son identité propre. Ainsi, se révèle le visage du pouvoir : derrière les réformatrices, il y a l'oppression policière, il y a la provocation, il y a les assassinats.

Nicolas DUVALLOIS

• **Les militants regroupés dans l'hôtel Fesch se sont rendus à la gendarmerie**

- **Les « otages » affirment leur solidarité avec eux**
- **Des renforts de police continuent à être acheminés**
- **Près d'une centaine de militants arrêtés depuis lundi**

Lire en page 3



AFGHANISTAN

L'URSS en accusation devant l'Assemblée générale de l'ONU

L'Assemblée générale des Nations-Unies, réunie en session extraordinaire, a discuté jeudi soir et vendredi après-midi de l'intervention soviétique en Afghanistan.

C'est le conseil de sécurité qui a convoqué cette Assemblée, sur demande du Mexique et des Philippines, et approuvée par onze voix contre deux. Seules l'URSS et la RDA s'y sont opposées, mais l'URSS ne peut pas faire jouer son droit de veto pour ce genre de procédure. La Zambie, qui avait pourtant condamné l'intervention soviétique,

s'est abstenue sans donner d'explication. Tout porte à croire que la majorité des deux-tiers sera réunie à l'Assemblée générale pour voter une condamnation de l'attitude soviétique et pour exiger le retrait des troupes d'occupation. Contrairement au conseil de sécurité, où l'URSS a le droit de veto, l'Assemblée générale de l'ONU n'a pas la possibilité d'ordonner des sanctions. Il n'en reste pas moins que le vote de vendredi indique avec netteté combien l'invasion soviétique a suscité de réprobation dans le monde.

1er février-20h 30,
salle de la Mutualité (Paris)

**Meeting
contre l'agression
de l'URSS
en Afghanistan**

*A l'appel
du PCML et du PCRml*

1938 : quand Hitler envahissait l'Autriche ...

L'histoire ne se répète pas. Néanmoins, il convient d'en dégager certaines leçons pour le présent. La seconde guerre mondiale fût précédée de plusieurs agressions hitlériennes. Face aux actuelles agressions de l'URSS, et sans mettre sur le même plan des situations fort différentes, il est utile de rappeler cependant certains moments de cette histoire. Il y aura quarante-deux ans bientôt, l'Autriche était envahie.

Cette invasion ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Le 7 mars 1936, les troupes hitlériennes occupaient la Rhénanie démilitarisée sans rencontrer la moindre résistance. Hitler dira plus tard : « Pendant les quarante-huit heures qui suivirent l'entrée en Rhénanie, mes nerfs furent mis à rude épreuve, plus qu'à aucun autre moment de ma vie. Si les Français avaient alors pénétré en Rhénanie, nous aurions été contraints de nous retirer l'oreille basse, car les ressources militaires dont nous disposions auraient été totalement insuffisantes pour permettre une résistance, même de courte durée ».

En 1936 également, Hitler intervenait militairement contre l'Espagne républicaine. Les gouvernements français et anglais réagirent par la politique dite de non-intervention.

En 1937, Hitler mit au point toute une série de plans et en novembre déclarait : « Notre premier objectif ... consiste à battre simultanément l'Autriche et la Tchécoslovaquie ». Cette même année, Chamberlain accéda au pouvoir en Grande-Bretagne. Il fut le représentant le plus typique de la politique de conciliation, d'apaisement envers les agressions hitlériennes. La motivation profonde de cette politique résidait dans la volonté de voir Hitler combattre l'Union Soviétique d'alors. En novembre 1937, le ministre des Finances anglais, Halifax, qualifia Hitler de « bastion de l'Occident contre le bolchévisme ». Les gouvernements occidentaux d'alors, guidés par leur anticommunisme et croyant ainsi détourner la menace hitlérienne, ne firent que l'encourager. « Dans les quelques années à venir, disait pourtant Hitler, nous attaquerons d'abord l'Occident, puis nous nous retournerons contre l'Orient ».

En 1938, ce fut l'Autriche.

« LA QUESTION DE L'AUTRICHE : UNE AFFAIRE INTERIEURE ALLEMANDE » - Hitler

A l'aube de 1938, l'Autriche vit les derniers jours de sa courte existence de République indépendante, dont la souveraineté était pourtant garantie par les quatre puissances (Grande-Bretagne, France, Italie, USA).

Mais, en 1937, l'ambassadeur anglais admettait déjà devant Hitler que « le statu quo ne devait pas en tout état de cause rester en vigueur, et que des changements pouvaient se produire, mais de façon pacifique pour Dantzig, l'Autriche et la Tchécoslovaquie ».

Dès 1934, l'Allemagne finance l'assassinat du chancelier Dolfuss par les nazis autrichiens. Le putsch échoue par suite de la mobilisation des faubourgs ouvriers de Vienne, de la riposte énergique de l'armée et de la mobilisation italienne à la frontière : Mussolini avait, lui aussi, des visées sur l'Autriche.

Hitler n'insiste pas, désavoue ses hommes de main et les fait arrêter. Il signe même, en 1936, un traité d'amitié avec l'Autriche, dans lequel il lui fait reconnaître qu'elle est « un Etat allemand frère », mais qui réaffirme solennellement l'indépendance de l'Autriche : « L'Allemagne n'a ni l'intention ni le



Hitler, devant le Reichstag, expliquant son invasion de l'Autriche.

désir de se mêler des affaires de l'Autriche, d'annexer l'Autriche ou de réaliser l'Anschluss (rattachement) », déclare Hitler lors de la signature.

Pendant deux ans, les nazis autrichiens amnistiés par le traité s'agitent à qui mieux mieux et donnent des coups de main au gouvernement autrichien en assassinant quelques chefs ouvriers. Hitler fait préparer en secret un plan d'invasion par son état-major.

Alors, en 1938, il abat ses cartes : il convoque le chancelier autrichien, Schusschnigg, le 8 février 1938, dans une entrevue restée célèbre, et par la violence, le contraint à accepter un ultimatum : il doit libérer les nazis et confier le ministère de l'Intérieur au chef nazi, Seyss-Inquart. Le chancelier accepte.

Hitler explique par des discours que l'Allemagne ne peut laisser ses frères allemands opprimés dans deux Etats où les gouvernements n'ont même pas l'appui de 15 % de la population ; que la mission du peuple allemand « régénéré » est de libérer ses frères de « l'emprise judéo-marxiste et ploutocratique ». Au cas où l'Angleterre protesterait, il annonce que « l'Allemagne ne permettra pas à des tierces personnes de s'immiscer dans une affaire purement allemande » et que « si l'Angleterre s'y opposait, il faudrait faire la guerre ». L'Angleterre a déjà renoncé dès 1937. La France ne fera rien sans l'Angleterre et aucun des deux pays n'a envie de se battre pour « contraindre des gens à être indépendants malgré eux ».

Schusschnigg tente de rallier les socialistes à sa politique, mais après avoir annoncé un plébiscite « pour ou contre

l'indépendance de l'Autriche », il reçoit un nouvel ultimatum : annulation ou invasion. Il démissionne, Seyss-Inquart s'empare du pouvoir et fait appel à

l'Allemagne, dont les troupes attendaient massées à la frontière : l'Autriche est envahie le 11 mars 1938. Schusschnigg est envoyé aussitôt en camp de

concentration avec tous les antifascistes autrichiens. Sans réaction internationale, l'Autriche s'enfonça dans la nuit de l'occupation et de l'humiliation. Pour Hitler, il ne restait plus « qu'à digérer l'Autriche avant d'avoir la Tchécoslovaquie ».

LES REACTIONS EN FRANCE

Lors de l'invasion de l'Autriche, il n'y a pas de gouvernement, le cabinet Chautemps a démissionné sur la question des pleins pouvoirs pour résoudre la crise monétaire. Des tractations ont lieu. Ici et là, on fait état d'une éventuelle participation de ministres communistes au futur gouvernement. Le radical Flandin déclare : « C'est en ce moment que vous voulez le faire ? » (mettre des ministres PCF). Sans doute pour nous attirer à nous aussi un ultimatum d'Hitler ».

L'ambassadeur François-Poncet n'est pas reçu par Berlin. Le Quai d'Orsay n'émet pas de protestation. Le même Flandin déclare : « L'effondrement du traité de Locarno (entre les puissances et l'Allemagne sur l'Autriche signé en 1928) rend le traité avec la Tchécoslovaquie caduc. Nous sommes donc libres. La remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936 et qui n'a suscité aucune sanction des signataires du traité de Versailles), rend l'application du traité franco-tchécoslovaque trop difficile pour ne pas souhaiter un rapprochement avec l'Allemagne ».

Ainsi, est accepté le fait accompli. A l'Action française, fasciste, Léon Daudet parle en ces termes : « Ce n'est plus Jacques Bonhomme, mais Jacques Couillonné qui doit aller crever pour un franc maçon nommé Benès (président de la Tchécoslovaquie) dans un obscur et lointain patelin dont il n'a pas la moindre notion ».

L'Union nationale des combattants déclare : « L'heure est grave, demain ce sera peut-être l'intervention en Espagne (il en a été question), la guerre. Nous ne pouvons remettre ça pour une cause qui n'est pas la cause française ».

Ainsi, s'exprimèrent les positions s'opposant ouvertement à toute riposte.

Pourtant, des voix se firent entendre pour dénoncer l'agression, notamment celle de Gabriel Péri qui, dans un éditorial de l'Humanité écrivait : « Un coup de tonnerre vient d'éclater sur l'Europe qui, angoissée, se demande de quoi demain sera fait. L'asservissement de l'Autriche n'est qu'une étape dans un grand élan de conquêtes. La Tchécoslovaquie est maintenant menacée. On veut écraser ce pays pour s'attaquer ensuite à la France. » L'histoire devait montrer qu'il voyait juste.

Cinq mois plus tard, c'était Munich. Dans Mein Kampf, Hitler avait écrit : « Si dans les rapports avec un autre Etat, celui-ci fait facilement des concessions, allant jusqu'à la soumission, alors tu peux t'attendre à le voir accepter une à une toutes nouvelles exigences de ta part ». En vertu de ce principe qu'il venait de vérifier, il s'attaque à la Tchécoslovaquie. Après la signature de l'accord de Munich entre Daladier, Chamberlain et Hitler, alors que Chamberlain proclamait : « Désormais, la paix est garantie pour toute une génération », Hitler déclarait à Mussolini : « Le moment viendra où nous devrons combattre côte à côte contre l'Angleterre et la France. »

Jean DELAGE

Paris-soir

LA PAIX!

M. Edouard Daladier est attendu et après-midi à 15 heures 30 au Bourget

A MUNICH, CE MATIN, IL A ETE LONGUEMENT AGLORE PAR LA FOULE QUI L'A RECLAME PLUSIEURS FOIS AU BALCON



Daily Herald

MR. CHAMBERLAIN DECLARES "IT IS PEACE FOR OUR TIME"

Hysterical Welcome At Airport, Palace And Downing St. PRAGUE'S DAY OF SORROW

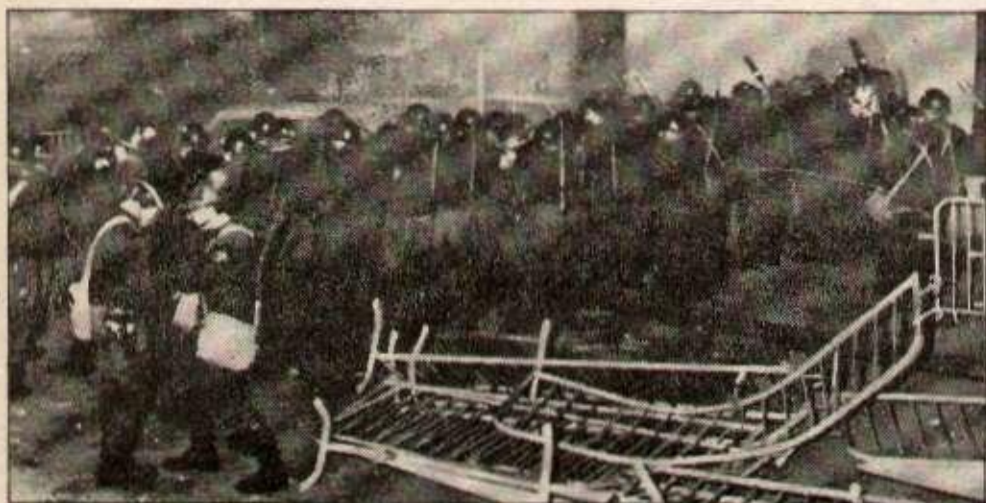
From a Window at No. 10 BUT Poles Issue Ultimatum

TO a frontal welcome from tens of thousands of Londoners...

Les journaux Paris-Soir et Daily Herald, reflétaient, par leur titre, les dangereuses illusions qui ont suscité les accords de Munich.

Ile morte contre les barbouzes les assassinats, la répression

De notre envoyé spécial Hervé Dastar



Mercredi 9 janvier au soir, devant l'hôtel Fesch...

L'assaut n'a pas eu lieu. Les autonomistes ont décidé de se rendre. « Nous ne sommes pas des preneurs d'otages », ont-ils dit, « nous sommes des patriotes corses ». Après négociation avec un commandant de gendarmerie, le commando est sorti de l'hôtel. Une trentaine de personnes, par groupe de deux, sont sorties en chantant le *Diu di salve Regina*, l'hymne corse, drapeau à tête de Maure en tête et ont défilé sur le Cours Napoléon jusqu'à la préfecture. Les nationalistes n'ont accepté de remettre leurs armes qu'aux gendarmes parachutistes, pas aux « demi-barbouzards et autres flics camouflés en n'importe quoi », ont-ils dit.

JEUDI - 22 HEURES

Dès l'atterrissage à Ajaccio, le voyageur est mis dans l'ambiance qui est aujourd'hui celle de la Corse : des blindés de la gendarmerie circulent sur les pistes de l'aéroport et à l'extérieur. Comme le déclarait un journaliste, « on se croirait à Kaboul ». En ville le déploiement policier autour de l'hôtel Fesch est impressionnant, CRS, gendarmes mobiles s'alignent dans toutes les rues qui conduisent à l'hôtel où sont détenus par Marcel Lorenzoni et d'autres nationalistes, une dizaine de clients.

Avant la reprise du travail à 14 h, il y a foule sur le Cours Napoléon, la principale avenue d'Ajaccio. On discute par petits groupes, les visages sont graves.

Au siège du Collectif, la lumière commence à se faire sur les trois morts de la veille.

Mercredi en fin d'après-midi une délégation de trente-neuf organisations, acceptée par le préfet, est refoulée sous prétexte de la présence du docteur Edmond Siméoni.

DEVANT LA PREFECTURE

Le Collectif mettra aussitôt en garde contre les événements qui pourraient se produire. De fait la majorité des milliers de personnes présentes autour des cordons de CRS se disperse. La colère n'en monte pas moins à certains endroits.

Devant la préfecture vers minuit, un groupe de manifestants reste face aux CRS. D'après certaines informa-

tions, un CRS pratiquait le tir tendu de grenades à hauteur d'homme, malgré même l'avis de ses « confrères ». Une grenade atteint alors un jeune garçon d'une douzaine d'années. Un homme sort alors du groupe et tire sur les CRS, en tuant un et en blessant deux autres.

On est loin de la thèse répandue à la télévision sur le crime calculé par un tueur. A partir de là, tout va se précipiter. Au commissariat central où sont détenus des nationalistes, la volonté des flics d'en découdre avec les Corses monte d'un cran. Et ce sont des policiers corses qui empêcheront le pire.

La suite de ces événements va se jouer en ville où les forces de l'ordre ont dressé des barrages un peu partout.

Monsieur Robert Barinchi professeur à Ajaccio témoigne de ce qui s'est passé : « J'ai été arrêté au carrefour des Falines et on m'a gardé pendant un moment. Une voiture est arrivée, elle a été contrôlée puis elle a fait un demi-tour sur place pour rentrer en ville. Il y a eu un moment de flottement, un policier a tapé sur le capot faisant signe de s'arrêter, d'autres expliquant que le contrôle avait déjà eu lieu. C'est alors qu'un garde mobile s'est mis au milieu de la chaussée et a tiré, la voiture a continué. Un deuxième garde mobile, 50 mètres plus loin, a ensuite tiré lui aussi. La voiture s'est immobilisée et nous avons vu arriver après trois ambulances. Ils ont tiré pour tuer sans sommation ».

Avec eux, se trouvaient les clients de l'hôtel, qui ont déclaré qu'ils n'avaient jamais été considérés comme des otages et qu'ils étaient restés à cause des dangers extérieurs. La barbouze Olliel faisait partie des gens qui ont quitté l'hôtel. Ce dénouement heureux dû au sang-froid, en particulier de Marcel Lorenzoni, ne doit pas faire oublier les problèmes de fond qui sont : l'inculpation des barbouzes et la libération de tous les Corses détenus ; en même temps qu'elle exprime la colère et le deuil, la journée « Insula morte » de vendredi affirme cette double exigence.

Ainsi est mort Pierre Marangoni, 23 ans jockey de courses.

UN VERITABLE ASSASSINAT

Vers 23 heures, les « hommes en civil » de l'office central de répression du banditisme débarquent au début du Cours Grandval. Ils coincent des jeunes sous la menace de leurs revolvers. Passe alors une voiture Renault 20, avec trois femmes à bord. Sans sommation les civils tirent et le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont pas visé les pneus.

Une institutrice de trente-deux ans est morte sur le coup, une autre est transférée à Marseille dans un état des plus dramatiques. Au dire de témoins directs, les flics en civils ont procédé à un véritable assassinat du genre Mesrine.

LA REACTION DES LYCEENS

Le lendemain jeudi à Ajaccio, c'est la consternation puis la colère contre les forces de police, car chacun est conscient de la responsabilité du pouvoir dans cette situation. Les lycéens vont être les premiers à réagir.

Des membres de l'Union des lycéens corses nous racontent : « On avait prévu mercredi de faire une grève illimitée pour protester contre le dispositif policier et ce matin, on s'est réuni devant le lycée. Beaucoup de lycéens qui d'habitude se tiennent peu informés étaient là aussi. Nous sommes allés devant la préfecture et nous

des relations internationales implique le principe de respect de souveraineté des nations, d'indépendance et de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays » ?

Enfin, le communiqué, qui donne satisfaction au PCF par une petite pique contre la social-démocratie, se termine par un (discret) rappel des divergences : « Les deux partis considèrent que les différences de leurs positions et les divergences qui existent ne sauraient être un obstacle à leur coopération sur tous les grands objectifs qui leur sont communs et qui concernent en particulier la lutte pour la paix, le désarmement, la coopération internationale... ».

Communiqué PCF-PCUS : les convergences l'emportent

Marchais et la délégation du PCF rentreront à Paris samedi 12 janvier, à l'issue d'une visite de près d'une semaine en URSS. Les entretiens politiques se sont terminés jeudi 10, et ont donné lieu à un très long « communiqué commun PCF-PCUS » que publie l'Humanité de ce vendredi.

Ce communiqué porte en grande partie sur la situation internationale. Le PCF et le parti de Brejnev estiment que l'implantation des fusées Persing en Europe donnerait à l'impérialisme

américain, qui tente de s'assurer la suprématie militaire, la possibilité de désigner le continent européen comme champ de bataille atomique ».

Le communiqué ne fait aucunement état de l'Afghanistan, dont il fut pourtant très certainement question dans les entretiens Brejnev-Marchais.

Comment croire en effet, contrairement à ce que disent les commentateurs du PCF, qu'il est question de l'Afghanistan quand le communiqué commun déclare que « l'amélioration

avons bloqué le Cours Napoléon pendant une heure. Nous avons été reçus et nous avons exposé nos demandes :

- le retrait des forces de l'ordre ;
- la libération des détenus ;
- la tenue de la conférence de presse sur les barbouzes ;
- le procès des barbouzes.

De retour au lycée, nous avons trouvé porte close : celui-ci était fermé, mais nous continuons notre mouvement ».

L'INDIGNATION DES CLIENTS DE L'HÔTEL

Dans l'après-midi, on apprenait que même les clients sequestrés de l'hôtel Fesch désapprouvent l'attitude du pouvoir.

M. Bennet au nom de tous les clients dans un document transmis à la presse s'exprime ainsi : « C'est l'indignation qui règne parmi nous, suite à la déclaration qu'a faite M. Bonnet aux informations télévisées. S'il est concevable qu'il ne faut pas céder à la violence, encore ne faut-il pas la provoquer ».

On apprend que la mairie de Corte est occupée par les élus de progrès et les lycéens sont mobilisés. Le centre de tri de Furiani est en grève et lui aussi occupé. Les magasins d'Ajaccio ferment un à un leur porte en affichant : « Fermé en signe de deuil et de recueillement ».

LES EXIGENCES DU COLLECTIF DE 44 ORGANISATIONS

A 16 h, le Collectif qui regroupe maintenant 44 organisations syndicales, associatives et partis politiques de gauche (dont la section corse du PCML) rend publiques ses décisions. Dans un communiqué il déclare notamment : (...) « En refusant la mission de conciliation formée par notre Collectif, le préfet et le pouvoir portent de toute évidence l'entière responsabilité du sang versé.

C'est parce que le pouvoir refuse la vérité sur les agissements des polices parallèles qu'il crée la violence.

Nous pouvons encore réunir les conditions d'une véritable négociation : cela est urgent.

Le pouvoir doit immédiatement accepter la médiation de la délégation désignée par le Collectif afin de négocier la suite des événements en garantissant la paix civile.

Les bases de cette négociation sont pour nous :

- le retrait du gigantesque dispositif répressif mis en place en Corse à l'exclusion des forces de gendarmerie locale et des corps de police urbains ;
- le départ des clients de l'hôtel ;
- la remise entre les mains de la justice de toutes les barbouzes ;
- l'arrêt de toutes les poursuites et la libération des personnes arrêtées à l'occasion de ces événements ;
- la démission du préfet de région.

Les organisations signataires lancent un appel au peuple corse pour qu'il se mobilise, en évitant toute provocation, afin de soutenir ces revendications dans le calme, la dignité et la responsabilité, d'arrêter l'escalade de la provocation et de la violence pour aboutir à une véritable issue pacifique.

Demain vendredi, grève

de région.

Les organisations signataires lancent un appel au peuple corse pour qu'il se mobilise, en évitant toute provocation, afin de soutenir ces revendications dans le calme, la dignité et la responsabilité, d'arrêter l'escalade de la provocation et de la violence pour aboutir à une véritable issue pacifique.

générale — insula morta — opération île morte ».

LES RENFORTS DE POLICE CONSPUES

Edmond Simeoni rappellera avec force, au cours de la conférence de presse, « qu'il est prêt à tout pour que les vies soient sauvées ».

Vers 18 h, la situation reste tendue, on apprend la venue en Corse de 800 flics supplémentaires. Des barrages sont mis en place dans toute l'île en particulier pour limiter l'accès d'Ajaccio. A 18 h 30, des colonnes de camions avec des dizaines de flics en armes parquent sur le Cours. Devant le siège du collectif, les injures fusent de toutes parts. 100 mètres plus loin, tous les policiers sautent à terre, menaçant d'intervenir. Ils remontent dans leurs camions. Cela plusieurs fois de suite. La provocation est manifeste, mais elle sera déjouée par le calme des personnes présentes. Le Cours Napoléon est ensuite peu à peu déserté après les menaces du ministre de l'Intérieur. On est très inquiet sur ce qui peut se passer à l'hôtel Fesch. Des tireurs d'élite ont pris position sur les toits et des policiers gardent les fenêtres de l'hôtel dans leur visée.

Deux questions restent posées ce jeudi soir.

Le pouvoir continuera-t-il son offensive contre les nationalistes en particulier, contre l'UPC dont deux responsables à Ajaccio sont défilés avec neuf autres militants devant la Cour de sûreté de l'Etat. Une chose est certaine, en tous cas ici, tout le monde sait maintenant que les barbouzes existent, tout le monde sait que la police assassine et la réprobation est profonde. Elle se manifestera ce vendredi par la journée « Insula morta » déclenchée par le collectif.

De plus en plus de protestations dans le PCF

La pétition qui circule dans le PCF depuis quelques jours pour protester contre l'invasion soviétique en Afghanistan avait recueilli environ 200 signatures le jeudi 10 janvier.

Celles-ci proviennent de toute la France, et de tous les milieux. Il semble même que la proportion d'ouvriers ayant signé cette pétition est supérieure à d'autres initiatives prises à l'intérieur du PCF.

Parmi les signataires, on trouve plusieurs membres de comité de section, comme à Saint-Cloud (région parisienne), à Chantenay près de Nantes, à Lille, et dans le 15^{ème} arrondissement de Paris. Des membres de comités fédéraux ont aussi pris position : c'est le cas d'un militant de Roanne, et d'un autre du Loiret. La cellule PCF du CEA-Saclay a pris position contre l'intervention soviétique en tant que cellule. Enfin, parmi les personnalités, citons Jean Ristat et le physicien Eugène Cotton.

Afghanistan

Vingt avions soviétiques gros porteurs ont été signalés comme transportant des troupes à Kandahar, qui compte déjà une garnison soviétique de 5 000 hommes. Les renforts seraient acheminés par air, car la résistance contrôlerait la route Kaboul-Kandahar par les cols de l'Hindou-Kush.

Si les troupes soviétiques semblent avoir repris le contrôle de plusieurs villes et axes routiers, la résistance se poursuit dans toutes les régions du pays, y compris dans la capitale où les échanges de tirs ont lieu chaque nuit.

politique

Barre appelle les patrons à travailler au consensus



Barre et Bergeron au forum de L'Expansion.

«Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de la politique que mène le gouvernement. Ce n'est pas une politique de réaction, mais une politique de progrès». S'exprimant devant un parterre de 400 patrons, Barre, invité du forum annuel du journal L'Expansion, s'est livré jeudi à un plaidoyer en faveur d'une politique de consensus.

Se prévalant de la politique d'austérité imposée par le gouvernement aux travailleurs et de l'action destinée à «restaurer la situation des entreprises» (entendez des marges de profit), le premier ministre a lancé un appel à l'intelligence des patrons pour qu'ils pratiquent le «dialogue social».

Le langage tenu est en gros le suivant : M. les patrons, dit Barre, si vous voulez continuer à vous remplir les poches en toute tranquillité, il faut utiliser votre imagination et votre capacité «d'initiative» pour favori-

ser l'essor de la collaboration de classe. Ne manquez pas l'occasion «d'établir avec les organisations syndicales des relations sociales, fondées sur le dialogue et la recherche en commun de solutions adaptées».

Barre souligne que des tendances se développent au sein des organisations syndicales qui pourraient favoriser son projet : «La capacité de dialogue (des syndicats) s'est accrue depuis 1978. Le gouvernement considère cette évolution comme positive pour l'avenir de la société et de l'économie françaises». Ainsi en plus des encouragements renouvelés aux patrons pour qu'ils améliorent leur compétitivité (avec comme corollaire licenciements, et austérité), le premier ministre forme le vœu que «l'année 1980 soit celle de l'extension et de l'approfondissement du dialogue social, car le dialogue social c'est la clé de l'unité de la France».

Concertation européenne à propos de l'Afghanistan

C'est la semaine prochaine que se réuniront à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de la CEE. Pour préparer ces discussions qui porteront en particulier sur l'Afghanistan, les experts des affaires asiatiques de l'Europe des neuf se sont rencontrés jeudi à Rome. Cette concertation en vue d'une position européenne commune constituait également l'ordre du jour de la rencontre Giscard-Schmidt qui a eu lieu à Paris, mercredi. Celle-ci aurait fait apparaître «la convergence des analyses française et allemande sur les problèmes internationaux actuels».

Avant la rencontre, le chancelier allemand avait déclaré que «l'intervention soviétique en Afghanistan représente un danger réel et

un défi», et que les Occidentaux devaient y répondre en renforçant la concertation et la solidarité en liaison avec les pays du Tiers Monde concernés.

De son côté le gouvernement français publiait à l'issue de son conseil des ministres une déclaration portant condamnation de l'intervention soviétique qui porte «atteinte à la politique de détente, politique à laquelle la France est attachée d'une manière sincère, mais non inconditionnelle». Le gouvernement «estime également indispensable que la confiance nécessaire à la poursuite de la détente soit rétablie par des gestes positifs concernant notamment le droit du peuple afghan à déterminer lui-même son destin».

Projet socialiste L'affrontement ne portera pas sur le fond du projet

La convention nationale du PS, qui se tient ce week-end, adoptera sans problème majeur l'essentiel du «projet socialiste», aucun courant n'appelant à voter contre.

Le débat sera centré autour de questions annexes, comme l'amendement des courants Rocard et Mauroy sur

Le projet socialiste servira-t-il de programme au candidat socialiste en 1981 ? La réponse des dirigeants du PS est quelque peu contradictoire sur ce point : bien entendu, le candidat socialiste défendra les thèmes essentiels de ce projet, déclare-t-on en substance, mais, il ne s'agit pas à proprement parler d'un programme de candidature, mais plutôt d'un projet de société à moyen terme.

En dépit de la distance ainsi affichée quant aux considérations électorales immédiates, l'idée d'un tel projet est évidemment ancrée dans une réalité politique bien précise : comme le programme commun n'existe plus, et que l'union de la gauche ne pourrait se refaire, éventuellement, qu'à l'occasion du second tour des présidentielles, le PS se devait de présenter un texte de référence exprimant ses propres positions et se démarquant du PCF. La discussion en cours joue également une fonction interne : il s'agissait, pour la majorité du PS, de provoquer à cette occasion, un débat faisant apparaître les contradictions entre le courant Rocard et le reste du parti. Objectif : isoler Rocard pour ruiner définitivement ses chances d'être dé-

signé à la candidature en 1981.

Sur ce point, la manœuvre a échoué puisque, moyennant un remaniement du projet, le courant Rocard a décidé, au niveau des instances dirigeantes, de le voter. Ce qui n'a pas empêché des membres de son courant (ou une partie d'entre eux) de s'abstenir ou de voter contre, au niveau des fédérations, pour rappeler leur existence et leur spécificité.

LES POINTS D'ACHOPPEMENT

Plutôt donc que de s'opposer frontalement à la majorité du PS dans un combat où il aurait eu tout à perdre — même le courant Mauroy ne l'aurait pas suivi — le courant Rocard a choisi de porter la critique sur des questions qui n'engagent pas l'essentiel du projet. C'est le cas de l'appréciation des événements de mai 1968 : le projet estime que «les mouvements contestataires, dix ans après leur éclosion, ont perdu une bonne part de leur charge révolutionnaire», voire qu'ils ont été récupérés par la droite. Cette affirmation ne vise pas seulement à condamner les aspirations révolutionnaires nées de mai 1968, mais aussi, indirecte-

ment, les thèses rocardiennes qui reprennent, en les déformant dans sa logique propre, un certain nombre de thèmes qui ont été émis à cette époque (l'aspiration à se libérer du pouvoir de l'Etat bourgeois réduite à une critique du «centralisme», les aspirations écologistes appelées à la rescousse d'un nouveau type de développement capitaliste, les aspirations féministes utilisées pour affirmer l'existence de champs de lutte hors de la lutte de classes).

Sur ce point, les courants Rocard et Mauroy ont choisi de défendre un amendement «réhabilitant» (à leur manière) mai 1968. Cet amendement, dans un certain nombre de fédérations, a été voté par le courant Mitterrand ou une partie de celui-ci, peu soucieux de cautionner les positions caricaturales du CERES. Les minoritaires démontrent ainsi qu'il est possible de diviser la majorité du PS.

Sur un autre point également, la majorité du PS pourrait être amenée à se diviser si, comme le réclame le courant Mauroy, une discussion s'engageait sur les questions internationales.

On ne prévoyait pas, à l'origine, d'affrontement majeur sur ces questions. L'intervention soviétique en Afghanistan a été pour Mau-

roy, l'opportunité qui lui permet de mettre l'accent sur les problèmes internationaux. L'argumentation qu'il développe peut avoir du poids ; en affirmant que le PS doit dire clairement ce que ferait un président socialiste en cas de crise de ce type, Mauroy pose une question réelle pour les militants socialistes : le PS ne pourrait que perdre une grande partie de sa crédibilité électorale s'il restait dans le vague sur l'attitude à adopter face à de telles situations.

Mais, précisément, un débat sur cette question promettrait d'enfoncer un coin entre le CERES et le courant Mitterrand, ce dernier n'étant pas prêt à défendre les positions, souvent favorables à l'URSS, du CERES (ce dernier courant a comme attitude constante d'expliquer que l'agressivité de l'URSS est, en quelque sorte, défensive, parce qu'elle se sent menacée).

La convention nationale du PS, s'il est à prévoir qu'elle ne modifiera pas en profondeur le discours de ce parti, laisse donc prévoir que certains votes constitueront des tests pour mesurer dans quelle mesure les minoritaires auront pu menacer la cohésion de la majorité issue du congrès de Metz.

François NOLET

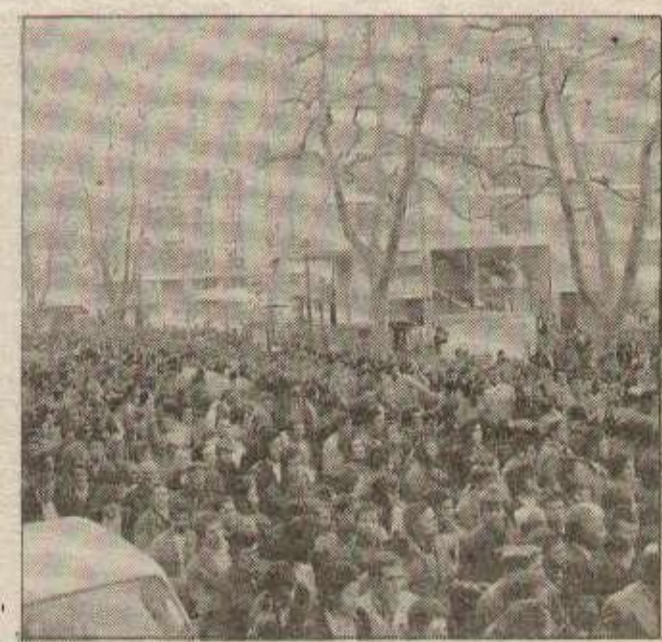
La loi Bonnet anti-immigrés en partie annulée par le Conseil constitutionnel

Dans un arrêt rendu le 9 janvier, le Conseil constitutionnel a annulé une partie de la loi Bonnet anti-immigrés. Selon la Constitution — article 66 —, « nul ne peut être arbitrairement détenu. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi ». En conséquence, le Conseil a jugé que les dispositions de la loi Bonnet concernant les détentions, sans intervention judiciaire, d'étrangers, dans le cadre des procédures d'expulsions, étaient contraires à la Constitution.

Ces pratiques administratives et policières déjà anciennes, connues particulièrement avec la prison d'Aranc à Marseille, devaient se trouver légalisées avec la loi Bonnet. Leur complète illégalité devrait aujourd'hui être affirmée. Cependant, il y a tout lieu de craindre que le

gouvernement ne recoure à des décrets pour maintenir les dispositions rejetées par le Conseil constitutionnel.

Dans le même temps, un certain nombre d'informations font état d'une accélération des procédures d'expulsions à l'encontre des travailleurs immigrés. C'est ainsi que l'hebdomadaire nantais APL révèle que plusieurs jeunes immigrés sont expulsés selon une procédure qui est rapportée en ces termes : « J'ai été convoqué au commissariat central Waldeck Rousseau. Ils disaient que c'était pour me parler de mon dossier de demande de naturalisation... Ils m'ont demandé ma carte de résident... Je l'ai donnée... Ils l'ont gardée en me donnant, comme seul papier d'identité pour les huit jours qui restent, l'arrêté d'expulsion pour trouble à l'ordre public, suivi de cette mention : si au delà de huit jours, l'intéressé est trouvé



sur le sol français, il est passible d'une peine de six mois, à trois ans de prison... » Vendredi 11 janvier, une

manifestation devait se dérouler à Nantes en particulier contre l'expulsion de deux d'entre eux : Rachid et Nasser.

Mavilor (L'Horme) : briser l'intransigeance patronale

Depuis le 27 novembre 1979, les travailleurs de Mavilor à L'Horme, près de Saint Chamond (Loire) sont en lutte pour 150 F d'augmentation, 40 heures payées 42, contre les menaces sur l'emploi pour 400 d'entre eux (sur près de 1 200 salariés) et contre les « dossiers individuels » très précis tenus par la direction sur le dos du personnel très précis tenus par la direction sur le dos du personnel et de ses délégués. Occupée depuis le 18 décembre, l'usine a été attaquée par un commando patronal le 6 janvier dernier. Mais, la lutte continue !

La direction s'est obstinée depuis plusieurs semaines : licenciements de militants syndicaux (10), intervention policière (15 et 16 décembre), commando patronal (6 janvier)... mais les ouvriers ne cèdent pas ! La mauvaise volonté patronale est évidente : elle a bloquée les négociations depuis le 16 décembre, et elle agit une cinquantaine de dossiers répressifs comme à sa sale habitude. Avec le conseil d'administration, elle brandit aussi maintenant le spectre de la liquidation et le passage de commandes à la sous-traitance (comme en septembre dernier).

Face à cela, c'est à juste titre que CGT et CFDT refusent de se contenter de l'abandon de quelques sanctions pour négocier. Les gémissements de Force Ouvrière (qui renvoie grévistes et direction dos à dos) ne changeront rien. Par contre, l'occupation depuis mardi 18 décembre de l'usine de L'Horme est un gage entre les mains des ouvriers pour ne pas avoir à « échanger » la levée des sanctions contre l'abandon des revendications. C'est bien ce qu'a compris la direction en tentant d'organiser un vote pour la reprise du travail et l'évacuation des locaux, suivi d'un coup de main lamentable le 6 janvier (voir Quotidien du Peuple du mardi 8 janvier).

LES ENJEUX DE MAVILOR

Au travers du conflit en cours, portant sur des revendications ouvrières précises, ce qui se joue c'est une restructuration en profondeur de Mavilor. Cette entreprise de vilbrequins possède une forge à Lorette, des lignes d'usinage à L'Horme employant près de 1 200 personnes dont 900 ouvriers environ. C'est une des plus importantes usines de ce genre et la seule en France à réaliser des vilbrequins de bout en bout (contrairement à la Gerlach de Creitzwald en Lorraine). La firme dépend en fait de la CGIP (ex-petit-fils de François de Wendel) et elle est liée par contrat à la firme germano-américaine Gerlach, dans laquelle Peugeot et Citroën ont d'ailleurs des intérêts. Les plans patronaux mis à jour par les syndicats au cours de l'occupation annoncent un lot de 418 licenciements, et la réduction progressive, puis la fermeture de la forge et la vente de la ligne « Z » d'usinage, affectée au gros vilbrequin.

Génée par la récession de

restructuration et liquider les syndicats CGT et CFDT sont donc bien l'un des objectifs patronaux majeurs dans ce conflit.

UN TOURNANT DANS LA LUTTE

Aujourd'hui, le conflit arrive à un tournant sans doute. Mercredi 9 janvier, la CGIP a enfin décidé de se déplacer à Saint Etienne pour un comité d'établissement élargi extraordinaire. Un début de négociations, imposé par l'action, s'amorcerait-il ? En tout cas, les syndicalistes, CGT et CFDT, de L'Horme s'interrogent : « Compte tenu de l'importance du conflit, la chambre patronale de la métallurgie va-t-elle pousser Mavilor à négocier pour éviter la contagion dans la vallée ouvrière de Giers (où les conflits J.B. Martin et Marrel ne sont pas oubliés) ou bien, va-t-elle au contraire subventionner l'obstination de Mavilor pour l'aider à faire un exemple et tenter de casser les organisations syndicales ? ».

La réponse est en bonne part entre les mains des travailleurs ! Elle dépend du succès des débrayages et de la manifestation du jeudi 10 janvier à l'appel des unions locales CGT et CFDT, et qu'appuient de nombreuses organisations, dont le PCRml et le PCML. Elle dépend aussi d'une large popularisation dans toute la région stéphanoise. Mais, surtout, la réponse aux plans patronaux dépend du renforcement de la mobilisation et de l'unité des travailleurs de Mavilor eux-mêmes.

Correspondant Saint Etienne

Un vote truqué

La direction de Mavilor à L'Horme (Loire) fait grand bruit autour d'un vote sur la reprise du travail (lors duquel, sur 636 votants, il y en avait 224 par correspondance). C'est au nom de ce vote qu'elle considère la grève comme illégitime et l'occupation illégale, et qu'elle a voulu forcer le passage par la violence le 6 janvier dernier.

Le député de la majorité, Chazalon, s'indigne du refus de la CGT et de la CFDT de prendre en considération ce vote : « Notre législation est faite pour être respectée ». Mais où a-t-il vu que ce vote pouvait en quelque façon être représentatif ? Le vote s'est déroulé en partie à la mairie de L'Horme, et en partie par correspondance. Chaque votant avait deux bulletins « oui » et deux bulletins « non » à sa disposition. Il n'existe aucun bordereau d'émargement et le dépouillement au eu lieu ... dans l'usine Des Forges, par les soins de la direction elle-même !

Non, c'est sûr, les seuls chiffres qui valent, c'est en comptant sur le terrain : une petite centaine d'agents de maîtrise et de cadres qui voulaient aider la direction à reprendre l'usine occupée. Cette fois-ci, le directeur général, Vallet, ex-responsable du bureau de l'association patronale métallurgique de la Loire, et militant en 1978 de l'association « Français de bon sens », créée par Furnon, a été incapable de monter un comité de non-grévistes ! Par contre, ce sont 350 à 400 travailleurs qui se relaient le jour et la nuit pour garder leur usine. Et, depuis le début de l'action, leurs rangs se sont renforcés dans l'usine notamment après la provocation patronale du 6 janvier.

C'est cela le rapport de force.

Contre la nouvelle réglementation

SNCF : cheminots dans l'action du 11 au 20 janvier

C'est dans la période allant de ce samedi 12 janvier au matin, au dimanche 20 de ce même mois inclus, que les fédérations cheminots CGT et CFDT appellent les différentes catégories de cheminots à se mettre en grève, à divers moments de cette période.

On sait pour l'instant que les roulants pour leur part sont appelés à se mettre en mouvement dès ce samedi matin, pour une durée de 48 heures. Leur grève pourra être reconduite éventuellement dépôt à dépôt dans le cadre de la période de préavis.

La FGAA (autonomes), qui représente 27 % des roulants, les a aussi appelés à cesser tout travail du 14 au 16 janvier. A l'origine de ce

mouvement qui touchera toutes les catégories du personnel : le refus de la nouvelle réglementation du travail — consigné dans un arrêté ministériel du 7 août dernier — et qui doit précipitamment entrer en vigueur dans son entier, ce lundi 14 janvier. Les points contenus dans cette nouvelle réglementation concernent pour l'essentiel la totalité du personnel de la SNCF et amèneraient une aggravation de leurs conditions de travail et de vie. Une catégorie du personnel — les roulants — (mais aussi les autres), nous signalait jeudi un responsable de la fédération CFDT, connaissent déjà de manière importante les projets consignés dans le texte : inexistence des deux jours de repos consécutifs, non réduction de

la durée du temps de travail pour les cheminots affectés à des travaux de nuit pénibles, ou à ceux travaillant beaucoup de temps hors de chez-eux. Le texte stipule enfin noir sur blanc, la généralisation de la conduite des trains, par un seul agent, déjà connue. Ce système qui concerne les roulants mis en place sur quelques petites lignes jusqu'ici dans le Nord, et à l'Est, pourrait être généralisé progressivement avec ce texte. C'est d'ailleurs pour s'opposer à la mise en place d'un tel système dès ce lundi, sur l'importante ligne s'il en est — Paris-Lyon-Marseille — que les roulants partent entre autres en grève.

Richard FEUILLET



Usine occupée

Les cinquante employés de l'usine des parfums « Anne-de-Rhée » à Croix-Château, en Charente-Maritime, occupent leur usine depuis mercredi. Il luttent contre la fermeture de l'entreprise, dont le bilan a été déposé le 28 décembre dernier.

Les 6 délégués de Lorient relaxés

Le 20 décembre dernier, 6 militants syndicaux de l'Arсенal de Lorient passaient en jugement pour « entraves à la liberté du travail ». Le ministre Bourges, responsable des arsenaux, entendait ainsi faire payer aux travailleurs, la grève de mai-juin 1979, en s'attaquant, aux délégués. Le tribunal de Lorient vient de rendre son jugement : les 6 militants sont relaxés. Les travailleurs de Lorient s'étaient mobilisés lors du procès.

Intervention policière à Chateauroux : 3 ouvriers blessés

La police est intervenue jeudi matin contre les travailleurs de l'entreprise Corning de Chateauroux, qui occupaient leur usine depuis plus d'une semaine. Au cours de l'agression policière, trois ouvriers ont été blessés. Jeudi soir, une manifestation de protestation a regroupé 500 personnes dans les rues de Chateauroux. Les travailleurs de l'usine Corning (un groupe américain qui emploie 280 personnes dans cette usine) sont en grève pour l'augmentation des salaires et la cinquième semaine de congés payés. Dans une autre usine du groupe, à Bagnoux-sur-Loing (Seine-et-Marne), les travailleurs observent une heure de grève par jour depuis le 22 mai.

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple
NOUVEAU NUMERO
205-51-10

De l'Afghanistan à l'Erythrée

Une certaine façon de justifier l'intervention militaire de l'URSS...

Dans son édition de mardi 8 janvier, *l'Humanité* titre, en page intérieure, sur l'Afghanistan : *L'Armée afghane conduit la lutte contre les féodaux. Les services de renseignements américains le confirment. Pourtant, l'article n'apporte aucune preuve du fait que ceux qui combattent les forces soviétiques et des restes de l'armée afghane, seraient des « féodaux », puisqu'il évoque simplement, en général, la « rébellion afghane ».* Bien entendu, titrer sur les féodaux n'est pas fortuit, c'est la reprise d'un « argument » utilisé par les dirigeants soviétiques, selon lequel l'intervention soviétique en Afghanistan ne viserait qu'à soutenir le peuple afghan contre ses exploités et oppresseurs intérieurs.

Outre le fait qu'une telle intervention bafoue tout à fait le principe selon lequel les affaires d'un peuple doivent être réglées par ce peuple lui-même, « l'argument » employé pêche par la falsification de la réalité qu'il prétend décrire. Il vise à faire passer pour réactionnaires, obscurantistes, et alliés des impérialismes occidentaux, tous les peuples, toutes les forces qui s'opposent aux interventions soviétiques dans le Tiers Monde.

En ce qui concerne l'Afghanistan, qui est effectivement restée jusqu'à ces dernières années assez lar-

gement dominée par des forces féodales, il semble difficile de réduire les masses afghanes — puisqu'il s'agit d'elles — en lutte contre les régimes installés successivement à Kaboul, depuis 2 ans, avec l'aide massive de l'URSS, à une poignée de féodaux. Et comment peut-on identifier la masse croissante des réfugiés afghans au Pakistan, évaluée aujourd'hui à 400 000 personnes, peut-être même — selon certaines sources comme « l'Association des amis de l'Afghanistan » à Paris — à un million de personnes, sur 16 à 17 millions d'habitants, comment peut-on l'identifier

à une poignée de féodaux en déroute, comparables aux « émigrés de Coblenze », fuyant jadis la Révolution française ?

ARGUMENT POUR JUSTIFIER LA POLITIQUE VIETNAMIENNE

Ce type d'argument a déjà été utilisé pour justifier toute la politique, intérieure et extérieure, des dirigeants vietnamiens, dans la période récente, puissamment soutenus par l'URSS. Ceux qui s'opposent au régime de Hanoï et qui ont fui de plus en plus nombreux le Vietnam, se sont vus réduits par la propagande soviétique et pro-soviétique à des « réactionnaires », à des profiteurs incapables de supporter la perte de leurs privilèges, etc. Ceci, alors que parmi ceux fuyant le Sud, nombreux sont ceux qui avaient été partie prenante de la lutte de libération contre l'impérialisme américain, tandis que ceux chassés du Nord avaient non seulement participé largement à cette lutte mais également pris une part éminente à l'édification du socialisme au Nord.

ARGUMENT CONTRE LE PEUPLE ERYTHREEN

Ce type d'argumentation pour justifier la stratégie de l'URSS dans le monde, et très directement ses interventions militaires dans le Tiers Monde, est utilisé de façon flagrante par les Soviétiques, en ce qui concerne l'Erythrée. Après avoir supplanté l'impérialisme



Malgré l'ampleur des offensives commandées par l'état-major soviétique, le mouvement de libération érythréen poursuit sa lutte pour l'indépendance. Ici des chars soviétiques qu'il a capturés.

américain en Ethiopie, ces dernières années, l'URSS qui, dans les années 50 soutenait le droit à l'indépendance pour l'Erythrée, aujourd'hui, le combat, dans la perspective, notamment de s'assurer le contrôle de la mer Rouge, à proximité de l'Océan Indien. Dès lors, la lutte de libération du peuple érythréen est devenue pour la propagande de Moscou, une lutte de « bandits sécessionnistes, armés et financés par les féodaux arabes », un complot de « régimes réactionnaires arabes » qui veulent « arracher à l'Ethiopie, l'Erythrée, province du nord-est, en y fondant un nouvel Etat musulman réactionnaire vassal de ses ri-

ches protecteurs ». (*La Pravda* - mars 1978). C'est avec ce type d'arguments que l'URSS essaie de justifier sa contribution décisive à la guerre contre le peuple érythréen, une guerre qu'elle perpétue par ses ponts aériens de transports d'armes en Ethiopie, une guerre qu'elle dirige directement depuis novembre 1978, avec ses généraux et des centaines d'officiers supérieurs, à l'œuvre, sur le sol érythréen. C'est au nom de ce type d'arguments que l'URSS, qui baptise « socialiste » et « éminemment révolutionnaire » la dictature fasciste éthiopienne de Mengistu, bombarde au napalm les zones libérées de l'Erythrée,

où le mouvement de libération avait entrepris depuis plusieurs années, une authentique réforme agraire et l'instauration d'un pouvoir populaire. Ces faits, d'ailleurs, n'ont pu être niés jusqu'ici par *L'Humanité*. C'est au nom de tels « arguments » que l'aviation soviétique bombarde au napalm, « en profondeur », le pays montagnard afghan, où elle a lancé ses chars et des dizaines de milliers d'hommes de troupes aéroportées. Des « arguments » pour les besoins de « la cause », celle des entreprises agressives de l'URSS.

Jean-Paul GAY

Qui défend les vieux exploités en Erythrée ?

Répondant à l'« argument » de la *Pravda* (mars 1978), selon lequel le mouvement de libération érythréen serait une « manœuvre impérialiste », soutenue, portée à hauts de bras par « les féodaux arabes », le « Front populaire de libération de l'Erythrée — composante essentielle d'un mouvement qui avait combattu depuis 1961, Haïlé Sélassié et l'impérialisme américain — a déclaré dans son organe officiel, *Vanguard* (Avant-garde) : « L'article de la *Pravda* et ses conséquences sont clairs. Ce sont des accusations sans fondement, fausses, destinées à masquer les véritables intentions de l'Union Soviétique, à sacrifier la libération des peuples, au profit de ses intérêts stratégiques ».

Au cours des derniers mois, le FPLE (Cf. son bulletin d'information à destination de l'Europe) a révélé comment Mengistu, avec l'appui militaire de l'URSS, tentait de liquider toutes les réformes entreprises en Erythrée par le mouvement de libération. C'est ainsi que depuis novembre 1978, dans sa tentative de reconquête, Mengistu a essayé de dissoudre les coopératives et les assemblées populaires mises en place par le mouvement de libération. Pour cela, Mengistu et ses conseillers soviétiques n'ont pas hésité, selon le FPLE, à s'appuyer sur des féodaux collaborateurs notoires du régime déchu d'Haïlé Sélassié, qui se sont vu propulsés chefs de prétendues nouvelles « organisations de masses », les Kébélés.

Nous avons pris contact avec un certain nombre de personnalités des milieux politique, syndical, culturel, religieux, etc. pour leur demander, en quelques mots, leur position sur l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Nous commençons ci-dessous la publication de certaines de ces positions, que nous poursuivons dans nos prochaines éditions.

O.A. JULIAN, médecin homéopathe, ancien membre du PCF, et du Centre d'Études et de recherches marxistes.

« J'ai vécu avant 1939 la période pendant laquelle Hitler et Mussolini préparaient la Seconde Guerre mondiale par des occupations militaires successives de nombreux pays jusque là indépendants.

La brutalité de l'agression en cours contre l'Afghanistan prouve qu'un processus similaire est développé à l'initiative d'un nouvel impérialisme, devenu aujourd'hui un des plus agressifs, l'impérialisme grand-russe.

Aussi est-il nécessaire et très urgent de tout mettre en œuvre pour lutter contre la montée de plus en plus évidente de la troisième guerre mondiale. »

Le 8 janvier 1980

Régis BERGERON, écrivain, ancien chef de la rubrique culturelle de *l'Humanité*, ancien rédacteur en chef adjoint de

France-nouvelle.

« L'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique prouve à elle seule, si c'était encore nécessaire, que l'URSS est bien à l'heure actuelle, la plus dangereuse des deux superpuissances.

Si l'on ne doit pas systématiquement recourir aux analogies historiques, il est toutefois nécessaire, dans la nouvelle situation ainsi créée, de se rappeler à quels revers a conduit, pour la paix et la liberté, voilà quelque trois décennies, la politique de la non-intervention, du dos rond, de la passivité devant d'autres agressions de ce type. Face à l'agresseur, la pire attitude est celle qu'inspire le trop fameux esprit de Munich ».

Docteur Robert ANDRÉI, membre du Comité français d'initiative de la Conférence de Stockholm sur le Cambodge.

« Le processus est toujours le même : il y a toujours des « bons patriotes » qui veulent résister

aux « méchants impérialistes » ou aux « sanguinaires » et qui en appellent à l'aide. En fait, hier à Prague et à Phnom-Penh, aujourd'hui à Kaboul, c'est Brejnev qui téléphone à Brejnev. Nous qui avons soutenu tous les peuples contre les agressions américaines, en particulier au Vietnam, nous tous, devons protester et agir contre ce nouvel impérialisme. La paix et la liberté en dépendent ».

HAN SUYIN, écrivain.

« Ma position sur cette affaire est extrêmement claire. D'ailleurs, en octobre à Beaubourg, j'avais déjà annoncé que l'URSS s'en prendrait à l'Afghanistan.

On a accusé la Chine d'obsession antisoviétique. Or, l'intervention militaire russe en Afghanistan montre que c'est elle qui avait raison et que ce sont les autres qui se leurraient sur la détente.

Depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, l'Union So-

viétique essayait d'imposer la doctrine Brejnev, c'est-à-dire étendre sa domination au nom de la défense du socialisme. Mais ça n'a rien à voir avec le socialisme. L'Union Soviétique est un impérialisme très vigoureux, très ascendant. (...)

Il faut voir les choses en face car l'équilibre mondial est renversé. Il faut réagir, il faut une concertation concrète de tous les pays contre l'invasion et l'hégémonie, non pas pour attaquer, mais pour se défendre et dire « halte ! ». Sinon jusqu'où cela ira-t-il ?

En Europe, on préfère dormir sur ses deux oreilles plutôt qu'entendre les coups de canons. On se dit que l'Afghanistan, c'est loin. Mais c'est faux. Après l'Afghanistan, c'est le Pakistan qui sautera. L'Union Soviétique veut arriver jusqu'à l'Océan Indien. En Asie du Sud-Est, ce sera le trou de la Thaïlande puis de la Birmanie.

J'espère qu'on va prêter

attention au problème de l'Afghanistan et que l'ONU va faire quelque chose. Hitler avait suivi la même tactique que Brejnev aujourd'hui : il avait pris un pays après l'autre, et personne n'a bronché. J'espère qu'on va se réveiller et faire quelque chose. Sinon, après, il sera trop tard, on ne pourra plus rien faire. »

(*Han Suyin a également indiqué comme un acte concret contre l'hégémonie l'intervention chinoise au Vietnam, l'année dernière, intervention limitée (17 jours) et qui avait eu pour objectif, justement, de dire « halte » au Vietnam dans son expansion en Asie du Sud-Est et qui avait permis de détruire les bases des missiles soviétiques situées à la frontière nord du Vietnam et pointées contre la Chine.*)

Déclarations recueillies par Claude LIRIA

Le plan « Orsec Rad » de la Hague : inquiétant

Depuis des années, le personnel de La Hague, usine où sont retraités les déchets radioactifs venant d'un peu partout, dénonce les dangers que fait courir le centre.

Depuis des années aussi, c'est l'inquiétude dans la population, devant les multiples incidents qui ont jalonné l'histoire de cette usine pas comme les autres.

Mais, pour le gouvernement, les arguments étaient en général du genre : « Il y a moins de danger à se trouver dans le voisinage immédiat d'une centrale nucléaire qu'à effectuer un séjour de quinze jours en Bretagne ou en haute montagne, où la radiation est plus forte ». Cela dit, les populations restant incrédules, les préfets se décident, petit à petit, à publier les plans « Orsec-Rad » locaux, ou du moins une partie de ces plans. La Hague vient d'avoir ce bonheur... si l'on peut dire, car le peu de sérieux des prévisions de ce plan provoque de nouvelles inquiétudes. Le Crilan (Centre régional d'information et de lutte antinucléaires) nous a fait parvenir ses remarques à la lecture d'un tel document. Nous en publions l'essentiel.

Monique CHERAN

« Enfin le gouvernement admet officiellement que l'usine de La Hague peut connaître un accident dit « de niveau 3 » c'est-à-dire « pouvant entraîner des rejets radiologiques à l'extérieur du périmètre de l'établissement ».

Enfin le pouvoir rend public un plan Orsec-radio-activité dit Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Résumer les 150 pages n'est pas si difficile, compte tenu du grand nombre de pages blanches.

Le PPI prévoit que les personnes contaminées et irradiées, seraient transférées à l'hôpital Percy et à la Fondation Curie.

Il distingue deux zones : — une d'évacuation de la population la plus voisine de l'usine de La Hague ;

— une de confinement pour les autres.

— L'évacuation se ferait vers Cherbourg et vers Les Pieux (caserne, colonie de vacances, centres aérés). Les populations évacuées devraient avoir un sac plastique (type sac poubelle), bien fermé pour emmener affaires de toilettes, un jeu de vêtements de rechange,

de chaussures, devraient se protéger les cheveux, les voies respiratoires (par un foulard). Vêtements et chaussures, foulards contaminés, rassemblés dans le sac après le change, pourraient être ensuite décontaminés ou enfouis — ainsi que les véhicules eux-mêmes.

— La confinement supposerait que les collectivités soient fermées (écoles, garderies, entreprises), qu'on regagne son domicile (on ne sait pas pour combien de jours) que les portes, fenêtres, bouches d'aération, ventilation et climatisation soient fermées. L'eau du robinet et les aliments conservés à domicile seraient utilisables « sauf indications contraires ». Ceux qui seraient obligés de sortir devraient se présenter aux centres de regroupement pour contrôle et décontamination, etc.

Evacuation et confinement devraient être organisées en une heure par les maires, avec l'aide des radios. Quelle responsabilité !

Plusieurs remarques s'imposent : 1 - On dit l'accident impro-

vable, or il s'est déjà produit un accident dans un centre de stockage des déchets radio-actifs.

« Quand le biochimiste Jaures Medvedev publia, en 1976, un article sur la catastrophe survenue sur une aire de stockage de déchets en URSS à la fin de 1957, les milieux nucléaires français et britanniques nièrent la réalité de cet événement qu'ils déclaraient impossible... Medvedev a apporté récemment les preuves irréfutables de cette catastrophe... On sait qu'une zone de 100 km sur 50 km dans l'Oural, est depuis 1957, condamnée et encore pour un temps très long, on ne connaît pas le nombre de morts et de personnes contaminées qu'il en résulte » disait R. Belbeoch du GSIEN en juin 1978 à Cherbourg.

2 - Le PPI ne donne aucun accident de référence pouvant entraîner des rejets.

Quelle en serait l'origine ? L'émission serait-elle gazeuse ? Liquide ? Quelle en serait la quantité ?...

Pour R. Belbeoch, les principaux accidents pourraient être :

— une panne du brassage et du refroidissement conduisant à l'ébullition de l'eau, à la fusion des sels, à la libération des produits de fission ;

— le manque d'eau — étant donné l'accumulation des combustibles en piscine — entraînerait un échauffement des combustibles jusqu'à la fusion avec

dégagement énorme de radio-activité dans l'atmosphère ;

— les divers accidents de criticité (il y en a eu six dans les usines américaines) peuvent se produire partout où il y a accumulation de matières fissiles. Il cite l'exemple du plutonium : le volume de sécurité absolue ne dépasse pas 3,4 litres (en solution) correspondant à 220 grammes de masse.

3 - Il n'y a pas d'étude différenciée selon les différents types d'accidents possibles ni statistiques sur le nombre de morts immédiats ou à long terme.

Effets des petites doses, effets sur les chaînes alimentaires.

4 - La dimension géographique des zones est trop réduite. Pourquoi avoir choisi la zone d'évacuation à 2 km, la zone de confinement à 5 km ?

D'ailleurs le PPI ne se contredit-il pas, quand il prévoit de prévenir Jersey parmi les premiers — Jersey qui est à quelques dizaines de kilomètres de Jobourg ? Ne serait-ce pas parce que, selon le plan de secours allemand, les doses, considérables, seraient mortelles sur plusieurs dizaines de kilomètres autour du centre ? Les effets à long terme se feraient sentir sur plusieurs centaines de kilomètres.

Deux physiciens de l'université de Princeton, Jan Beyea et Frank Von Hippel estiment qu'en cas d'émission d'iode par une installation nucléaire, des mesures

sont à prendre sur une distance d'au moins 100 miles (plus de 160 kilomètres) autour de l'émetteur.

D'ailleurs la circulaire Palewski - Marcellin - Frey - Ortoli du 3 août 1963 affirmait que « les risques encourus par les populations... peuvent avoir une ampleur telle que l'on est amené à prévoir un plan de sécurité, de protection, valable pour une zone comprenant plusieurs départements ».

Le pouvoir giscardien ne minimiserait-il pas plus les choses que le pouvoir gaulliste lui-même, en 1963 ?

5 - Le PPI ignore les effets sur la faune et la flore. Que fait-on des légumes, céréales, du bétail, du lait ?

Y a-t-il un suivi des concentrations dans les chaînes alimentaires des zones évacuées, confinées, contaminées ?

La même circulaire disait, pour la zone de contrôle et de confinement : « Des mesures particulières doivent pouvoir être prises par le préfet en ce qui concerne la consommation de certains aliments servant à la nourriture de l'homme et la mise hors d'atteinte des animaux. Ces mesures pourront également toucher les végétaux, les récoltes... »

La note affirmait que « l'un des problèmes primordiaux serait celui de la surveillance du lait... ». Mensonge par omission !

Une indemnisation sera-t-elle prévue ?

6 - Le PPI ignore volontairement les questions de défense - sous le prétexte du secret militaire.

Mais on ne peut oublier que le Cotentin, avec l'usine de La Hague, son plutonium,

l'Arsenal de Cherbourg, et peut-être un jour Flamanville, devient un objectif militaire pour tout ennemi éventuel. (...)

7 - Les catastrophes géologiques ne sont pas prises en compte ; or pour un centre de stockage, les risques doivent être évalués à l'échelle de périodes très longues.

8 - Le PPI ne dit rien de la maintenance primordiale d'activité à l'usine de La Hague pour contrôler les déchets, en cas d'accident, et alors que l'évacuation et la confinement des populations prévoient la fermeture des entreprises.

9 - Enfin les moyens mis en œuvre apparaissent souvent dérisoires.

1 700 pompiers certes dans le département, mais seulement 7 professionnels à Cherbourg.

66 masques filtrants pour tout le département (dont 6 pour Beaumont, 6 pour Cherbourg, 6 pour Les Pieux). Mêmes nombres pour les vêtements de protection. 32 véhicules de secours aux asphyxiés (dont 8 sur Cherbourg, et 1 sur Les Pieux). 67 ambulances dans la Manche (dont 5 sur Cherbourg et 1 sur Les Pieux). L'accueil dans les hôpitaux et les hospices de vieillards est prévu comme si les lits n'étaient pas occupés ce jour-là. L'accident ne doit pas se produire pendant les vacances si l'on veut utiliser les colonies... »

Dossier effectué pour le C.R.I.L.A.N. par Didier ANGER Charles GUILBERT

Exposition

Photos et dessins sur les enfants palestiniens

Mercredi 9 janvier à 18 h, avait lieu dans les locaux de l'Association de solidarité franco-arabe, le vernissage d'une exposition de photos et de dessins consacrés aux enfants palestiniens.

L'année de l'Enfance, vient de se terminer, qu'en est-il des enfants palestiniens chassés de leurs terres et exilés ? Les photos sont éloquentes, on voit des salles de classe trouées par les bombardements, les Palestiniens qui reconstruisent leurs maisons ou leurs abris. Photos de la vie qui s'organise dans les camps : des salles de classe dans des baraquements, sous la tente, sur le sable, photos qui manifestent la volonté d'apprendre pour lutter. Sur une photo un jeune Palestinien joue avec un puzzle formant la Palestine, la terre dont il a été chassé. Toute une partie de l'exposition est centrée sur la santé dans les camps palestiniens, et les conditions de vie extrêmement difficiles de ce peuple. On voit aussi de très belles photos de visages d'enfants en gros plan, regards qui interrogent, ou qui disent la certitude de la victoire. Mieux qu'autre chose, les dessins des enfants palesti-



niens traduisent leur confiance dans la lutte : ainsi des dessins très colorés de la mosquée Al Aqsa de Jérusalem, des dessins représentant des enfants dans des maisons avec plein de drapeaux palestiniens, une représentation de la fête nationale du peuple palestinien.

Cette exposition témoigne de la volonté du peuple palestinien de lutter contre l'occupant sioniste pour rentrer dans sa patrie. Sur un mur on peut lire : « Nous luttons pour que le juif, le chrétien et le musulman, puissent vivre en Palestine sur un pied d'égalité ». C'est la déclaration de Yasser Ara-

fat le 13 novembre 1974 à l'ONU.

Léon CLADEL

Du 10 janvier au 10 février, au 12 - 14 rue Augereau, 75 007 PARIS, métro Ecole Militaire.

Nanterre : expédition punitive

Nanterre, le vendredi 21 décembre. Des motards de la police poursuivent une BMW volée. Au cours de ce rodéo, l'un d'eux est renversé. La voiture disparaît. Les policiers sont alors dans le quartier des Pâquerettes. Ils tombent, au pied des HLM sur trois jeunes, dont un immigré. Ils ont 14, 17 et 18 ans. Pour les policiers, les coupables sont là : le plus âgé des trois n'a-t-il pas une vieille BMW ?

Armé au poing, les policiers les fouillent et les embarquent. Dans le panier à salade, le tabassage commence, les insultes racistes aussi. Au commissariat, on les fait « avouer » sous les coups.

Le témoignage de la propriétaire de la voiture volée confond les policiers, qui tentent alors de faire « avouer » d'autres délits. Au bout de quarante-huit heures, le juge auquel les trois jeunes sont présentés les fait relâcher. Quarante-huit heures au poste. Et, pour l'un des jeunes, à la sortie, le chômage : les flics avaient prévenu son employeur.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Les verriers du Nord contre Riboud : des années de lutte pour l'emploi

Par Rémi DAINVILLE

Ces derniers temps, le verre tient la vedette et passe sous les projecteurs. BSN cède ses unités de production européennes au groupe britannique Pilkington et annonce 182 licenciements dans son usine de Bousois-sur-Sambre. De divers côtés, on parle à nouveau de la « grande casse » du verre plat, de crise, de surproduction, de redéploiement industriel des groupes verriers...

L'industrie du verre représente 43 000 salariés en France. Depuis 1975, la crise capitaliste souffle dans l'industrie du verre plat, notamment en Europe. Attisée par une concurrence déchaînée, la modernisation a conduit à l'installation rapide de coûteux « float glass » et à la fermeture des vieux fours Pittsburgh. La répercussion sur l'emploi y a été brutale : plus de 10 000 licenciements en Europe depuis moins de cinq ans. Cette situation est aggravée aujourd'hui par les réorientations industrielles des deux premiers groupes verriers français. Avec le soutien affirmé, politique et financier, du gouvernement Giscard-Barre, St-Gobain se tourne à présent vers l'informatique, tandis que Bousois-Souchon Neuvesel (BSN)-Gervais-Danone restructure sa branche vitrage pour injecter à grandes doses des capitaux frais dans l'agro-alimentaire.

Démanteler telle entreprise, investir dans telle autre : on le sait, les capitalistes du verre n'ont rien de différent de leurs semblables. L'élément humain, le drame de milliers de travailleurs jetés au chômage, tout cela n'a guère d'importance quand on s'est engagé dans une si formidable bataille de monopoly. Nous avons voulu, quant à nous, nous pencher sur l'envers du décor : la vie et les luttes des ouvriers verriers du Nord de la France si durement atteints par la folle course au profit des mastodontes du verre et, principalement d'Antoine Riboud, PDG de BSN-Gervais-Danone, premier groupe verrier de la région.

Aniche, cité verrière

Aniche est une petite ville du Nord de la France, dans l'arrondissement de Douai, non loin de Denain. Ici, l'on est verrier de père en fils. Trois grandes entreprises dominent la vie de la cité : BSA, SOVIREL et St-Gobain. Mais déjà durement frappée par la récession minière (1 186 emplois supprimés entre janvier 1974 et mai 1977), Aniche est aujourd'hui touchée dans son activité traditionnelle : le travail du verre. Et depuis quelques années avec le développement de la crise du verre plat et des affrontements des groupes internationaux, c'est la dramatique hémorragie de l'emploi chez les ouvriers verriers.

L'ANNÉE NOIRE

Revenons à l'année 1978, année noire pour les verriers. Le 9 janvier, au comité d'entreprise, la direction de BSA annonce que l'accélération de la chute de la demande en verre à vitres sur le marché mondial (remplacé par le « verre flotté »), l'amène à fermer le four d'Aniche au 1er avril 1978 et non en septembre comme prévu initialement. Riboud est pressé d'en finir car il y a une bataille qu'il ne veut pas perdre. Résultat : 613 emplois seront supprimés (sur les 922 que compte l'usine).

La direction, dans un communiqué, annonce qu'elle a « depuis de longs mois, entrepris des recherches et décidé des investissements pour créer un nombre suffisant d'emplois correspondant à l'effectif qui sera excédentaire à Aniche... Au total 450 millions de francs seront investis dans la région du Nord (Bousois et Aniche) entre 1977 et 1980 pour assurer 600 emplois ». Mais aujourd'hui encore il y a à Aniche des chômeurs de 1978, anciens verriers de chez Riboud.

A Aniche, l'émoi est grand, car les comptes sont finalement faciles à faire : à la fin de 1973,

les 37 usines employant plus de 20 salariés, occupaient 7 709 personnes. En mai 1977, elles n'en occupent plus que 6 080. 1 600 emplois ont disparu, soit 20 % des effectifs industriels. Et le désastre continue...

Le 3 février, les verriers manifestent à Valenciennes. Dans un memorandum en onze points, la CGT demande notamment la création d'un four de petite capacité pour verre extra-mince, verres de couleur et verres spéciaux, la création d'un four de trempe pour traiter le double vitrage et l'implantation d'une unité de feuilleté bâtiment. Le 8 février, c'est la grève contre les 150 premiers licenciements qui doivent être effectifs au 1er avril. La CGT appelle à l'occupation des locaux, mais déjà on note des problèmes dans la mobilisation. La solidarité des trois usines verrières d'Aniche n'est pas bien établie et ceux de BSA ont l'impression de se battre seuls. Le 23 mars 1978, avec la journée de grève contre la fermeture du four, il apparaît que la question des formes de lutte pour faire reculer Riboud est cruciale : peut-on se satisfaire de l'organisation, de loin en loin, de journées d'action sans lendemain, comme cela fut le cas à plusieurs reprises en 1977 ? Celles-ci sont-elles à même de répondre à la volonté de lutte des verriers ?

CHEZ SOVIREL AUSSI

En mai, c'est la deuxième charrette de suppressions d'emplois : 195. Les travailleurs ripostent par la grève dès le 24 mai, jour de l'annonce des licenciements au comité d'entreprise. Il devient alors évident pour les plus incrédules que l'on assiste à un démantèlement de l'entreprise.

Parallèlement, une autre entreprise verrière, à Aniche, entreprend de licencier. SOVIREL, spécialisée dans le verre optique, annonce 75 licenciements (dont une soixantaine de femmes). Dès lors, avec près de 12 % de la

population active réduite au chômage, l'agglomération Somain-Aniche (55 000 habitants) détient le record du chômage de toute la Communauté économique européenne... André Constant, le président de la Chambre de commerce de Douai, pourra ainsi parler « d'une véritable catastrophe économique qui pourrait se transformer en désastre social si des mesures urgentes n'étaient pas prises ».

De nouvelles manifestations ont lieu. La CGT organise une rencontre de délégations CGT de quatre entreprises (BSA-Aniche, BSA-Wingles, et Bousois, SOVIREL-Aniche) et le 22 juin 1978, c'est la journée d'action des verriers lancée par la CGT. Elle est bientôt suivie d'une opération ville-morte. A cette occasion, des milliers de cartes exigeant le maintien de l'usine BSA d'Aniche et l'arrêt des licenciements sont envoyées au premier ministre et à Giscard d'Estaing.

Mais, en septembre, deux cents nouveaux licenciements interviennent à BSA. A la fin de l'année 1978, il était clair que les patrons verriers avaient gagné la première manche : près de 700 emplois avaient été supprimés dans la seule ville d'Aniche.

Après six mois de répit, de nouvelles attaques sont portées contre l'emploi. Le 1er avril 1979, SOVIREL passait sous le contrôle de la Société Corning-France (de Corning-Glass, USA) qui, en septembre 1979, annonçait de nouveaux licenciements. L'usine comptait 450 personnes en 1974, elle n'en compte plus que 150 aujourd'hui...

Si l'on considère les mutations dans l'industrie du verre et les redéploiements actuels à l'échelle des groupes, il est certain que les verriers d'Aniche devront sous peu engager une nouvelle bataille pour l'emploi.



« Float Glass » : cela vous dit quelque chose ?

Imaginez une sorte de vaste cuve, cloisonnée, au plafond bas et voûté, de près d'un demi-kilomètre de longueur. La première salle c'est le four à verre. Le verre, on le sait, provient essentiellement (à 60 %) des composants du sable, silice (73 %), chaux (8 %), soude (13 %), auxquels on ajoute de la dolomie, du calcaire, du feldspath, et pour amorcer la fusion, du calcin, c'est-à-dire du verre cassé récupéré. Le mélange est dosé : 1 850 tonnes de verre en fusion sont ainsi fabriquées dans le four. Et c'est à présent que commence la fantastique opération mise au point, en 1959, par la société Britannique Antony Pilkington. Les vannes s'ouvrent sur la seconde salle et les 1 850 tonnes de verre porté à 1 600° glissent sur une sorte de piscine de 80 mètres de longueur que l'on aurait rempli d'étain en fusion. Deux cents tonnes d'étain liquide — soit plus d'un milliard et demi de centimes liquéfiés — composent ce bain très particulier sur lequel le verre vient, littéralement, flotter. C'est la technique du « float glass », autrement dit du « verre flotté ». Versez de l'huile sur une vitre, l'huile va s'étaler uniformément ; rajoutez de l'huile : son épaisseur restera la même en chaque point de la flaque. Il en va de même de la coulée de verre en fusion sur le bain d'étain. Mais, celui-ci étant sujet à l'oxydation, il est nécessaire de neutraliser complètement l'atmosphère du bain en y insufflant de l'hydrogène et de l'azote, 150 mètres cubes du premier et 1 500 mètres cubes du second, toutes les heures... Au contact de l'étain, la tempé-

rature du verre descend à 1 300° et son épaisseur demeure constante : 6 mm. Divers procédés permettent alors d'influer sur cette épaisseur et de la faire varier, selon les besoins, de 3 à 15 mm.

Nouvelles vannes : le verre qui a acquis le poli désiré, quitte son bassin de repos. Il est alors à 600°, lorsqu'il pénètre ainsi, sur près de 200 mètres, dans le tunnel de recuisson sous la forme d'un ruban lumineux. Ensuite, à nouveau pris en charge par des rouleaux, le ruban de verre passe à la découpe.

Ainsi chaque jour 1 200 tonnes de verre flotté sont fabriqués sur les deux lignes de « float glass » de l'usine B.S.N. de Bousois dans le Bassin de la Sambre, près de Maubeuge. Le second float a été allumé en juin 1979, il en existait alors 69 dans le monde, 23 en Europe occidentale et 3 en France. Le prix : 300 millions de francs... A chaque fois, on s'en doute, l'Etat monopoliste est intervenu pour aider au financement de l'opération.

But : obtenir des unités de production hautement performantes capables de rivaliser avec les meilleurs concurrents internationaux. Engagé dès le début des années 1970 par BSN - Gervais-Danone dans ses sept usines et par Saint-Gobain dans ses onze usines, ce mouvement de modernisation de l'industrie du verre plat a conduit à l'abandon progressif du procédé du « verré étiré », à la fermeture progressive des anciens fours Pittsburgh et à des vagues de licenciements dans les cités verrières.

